

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 7 janvier 1992 modifiant l'arrêté du 9 septembre 1981 relatif à la protection des oiseaux en Région flamande modifiant l'arrêté ministériel du 14 septembre 1981 réglant la détention d'oiseaux et permettant un approvisionnement temporaire d'oiseaux par application des dispositions de l'arrêté royal du 9 septembre 1981 relatif à la protection des oiseaux en Région flamande.

Le Président de l'Exécutif flamand,  
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale,  
T. KELCHTERMANS

Annexe 3

Nouvelle annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 septembre 1981

Feuille ..... de ..... feuilles

NOM DU GROUPEMENT

Inventaire des oiseaux qui ne sont pas nés en captivité, mentionnés aux annexes 2 et 4 de l'arrêté royal du 9 septembre 1981 (application de l'arrêté ministériel du 14 septembre 1981).

Le soussigné (nom, prénom, adresse, province) .....

.....

Né le ..... à .....

Titulaire du numéro individuel d'inscription .....

déclare sur l'honneur que les oiseaux mentionnés ci-après lui appartiennent.

Fait le 31 janvier 19....  
(Signature)

Numéro d'ordre	Espèce d'oiseau	Bague (numéro et année)

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 7 janvier 1992 modifiant l'arrêté du 9 septembre 1981 relatif à la protection des oiseaux en Région flamande modifiant l'arrêté ministériel du 14 septembre 1981 réglant la détention d'oiseaux et permettant un approvisionnement temporaire d'oiseaux par application des dispositions de l'arrêté royal du 9 septembre 1981 relatif à la protection des oiseaux en Région flamande.

Le Président de l'Exécutif flamand,  
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale,  
T. KELCHTERMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 1762

[C — 27262]

9 AVRIL 1992. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif aux huiles usagées

L'Exécutif régional wallon,

Vu le traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 100 et 235;

Vu la directive du conseil des Communautés européennes 75/439/CEE du 18 juin 1975 concernant l'élimination des huiles usagées, modifiée par la directive 87/101/CEE du 22 décembre 1986;

Vu le Règlement général pour la Protection du Travail approuvé par l'arrêté du Régent du 11 février 1946 et notamment le Titre Ier;

Vu le décret du conseil régional wallon du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, modifié par les décrets du 9 avril 1987, du 30 juin 1988, du 4 juillet 1991 et du 25 juillet 1991, et partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 5 avril 1990;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987 relatif à certaines catégories de déchets, modifié par l'arrêté du 28 septembre 1990;

Vu l'avis de la Commission des déchets;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — Généralités

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° huiles usagées : toutes huiles ou émulsions d'huile à usage non alimentaire, qu'elles soient à base minérale, végétale, animale, ou synthétique, qui sont devenues impropres à l'usage auquel elles étaient initialement destinées, en ce compris les huiles des moteurs et des systèmes de transmission ainsi que les huiles lubrifiantes, les huiles pour turbines et celles pour systèmes hydrauliques;

2° collecte : opération de ramassage, de tri ou de regroupement d'huiles usagées en vue de leur transport;

3° transport : ensemble des opérations de chargement, d'acheminement et de déchargement des huiles usagées;

4° regroupement : immobilisation provisoire sur un site autorisé avec possibilité de mélanger des huiles usagées d'origines différentes, dans la mesure où les huiles mélangées sont de nature compatible;

5° prétraitement : toute opération conduisant à la modification de l'état physique des huiles usagées, après laquelle il est encore nécessaire d'effectuer une opération d'élimination ou de valorisation;

6° élimination : le traitement ou la destruction des huiles usagées ainsi que leur stockage et leur dépôt sur ou dans le sol;

7° valorisation : toute opération visant à permettre la réutilisation des huiles usagées, c'est-à-dire la régénération et la valorisation énergétique;

8° régénération : tout procédé permettant de produire des huiles de base par un raffinage d'huiles usagées impliquant notamment la séparation des contaminants, produits d'oxydation et additifs que ces huiles contiennent;

9° valorisation énergétique : l'utilisation des huiles usagées en tant que combustible avec récupération adéquate de la chaleur produite;

10° office : l'office régional wallon des déchets;

11° garagistes : exploitants d'établissements régulièrement autorisés où s'effectuent la vente, l'entretien ou la réparation de véhicules automoteurs équipés de moteur à combustion interne;

12° PCB : les polychlorobiphényles et polychloroterphényles ou les mélanges contenant l'une ou l'autre de ces substances ou les deux, et qui sont soit usagés soit contenus dans des objets ou appareils hors d'usage;

13° ministre : le Ministre de la Région wallonne ayant l'Environnement dans ses attributions;

14° fonctionnaire technique : le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne ou son délégué au sein de l'office.

**Art. 2.** Il est interdit :

1° de déposer ou de laisser couler des huiles usagées, en quelque lieu que ce soit où elles peuvent polluer l'environnement, notamment dans ou sur le sol, dans les eaux de surface ou les eaux souterraines, dans les égouts, les canalisations ou les collecteurs;

2° d'effectuer la combustion des huiles usagées dans une installation non agréée sauf si elle est réalisée dans les conditions prévues à l'article 7, § 1er, et dans des installations de production de chaleur adéquates;

3° d'ajouter ou de mélanger à des huiles usagées de l'eau ou tout corps étranger, tel que solvants, produits de nettoyage, détergents, antigels, autres combustibles et autres matières avant ou pendant la collecte ou avant ou pendant le stockage;

4° lors du stockage et de la collecte, de mélanger les huiles usagées avec des PCB ou avec des déchets toxiques ou dangereux;

5° de mélanger volontairement des huiles synthétiques, animales ou végétales avec des huiles minérales;

6° sous réserve de ce qui est prévu à l'article 4, de se débarrasser d'huiles usagées sauf à les remettre à des collecteurs agréés ou à des centres de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation agréés.

**Art. 3. § 1er.** Si l'huile usagée est remise à une personne établie dans une autre région ou un autre pays, le détenteur doit s'être assuré au préalable que cette personne est dûment autorisée à éliminer de l'huile usagée dans cette région ou dans ce pays.

Si l'huile récoltée ne peut être conduite immédiatement à son lieu de destination, elle peut être stockée temporairement dans le véhicule de collecte, pour autant que celui-ci soit en stationnement dans un lieu où les fuites d'huile peuvent être contenues et immédiatement récupérées de façon à éviter tout préjudice à l'environnement.

§ 2. Les huiles usagées qui contiennent plus de 50 mg/kg de PCB doivent être collectées, regroupées, prétraitées et éliminées par des entreprises agréées pour collecter, regrouper, prétraiter et éliminer des PCB.

Les huiles usagées qui par contamination peuvent être assimilées à des déchets toxiques ou dangereux, doivent être collectées, regroupées, prétraitées, éliminées ou valorisées par des entreprises agréées à cet effet.

§ 3. Une autorisation ne peut être délivrée à une entreprise qui régénère des huiles usagées ou qui utilise des huiles comme combustible que si l'autorité qui la délivre s'est assurée que l'exploitation de l'installation ne cause pas de dégâts évitables à l'environnement et que toutes les mesures appropriées de protection de l'environnement et de la santé ont été prises, y compris le recours à la meilleure technologie disponible lorsqu'elle n'implique pas de coûts excessifs.

**Art. 4.** Les huiles usagées provenant de l'activité normale d'un ménage peuvent être, soit remises à des garagistes, soit déposées dans les conteneurs d'huiles usagées prévus à cet effet pour la collecte sélective. Les huiles ainsi récoltées doivent être remises intégralement à des collecteurs ou à des exploitants agréés d'installation de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation des huiles usagées.

CHAPITRE II. — *De l'autorisation d'implanter et d'exploiter une installation de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation des huiles usagées*

**Art. 5.** Sont soumises à autorisation, l'implantation et l'exploitation d'une installation spécifique de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation des huiles usagées non intégrées dans un processus de production industrielle et traitant des huiles usagées en provenance de tiers ainsi que, lorsqu'elles sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement, l'extension ou la modification des activités ou toute transformation des installations.

L'autorisation comme installation d'élimination ou de valorisation vaut autorisation comme installation de prétraitement et de regroupement. L'autorisation comme installation de prétraitement vaut autorisation comme installation de regroupement.

Une autorisation pour l'implantation et l'exploitation d'une installation de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation d'huiles usagées en provenance de tiers ne peut être accordée qu'à un exploitant d'une installation de regroupement, prétraitement, élimination ou valorisation agréé à cet effet conformément aux dispositions du chapitre V.

**Art. 6.** La procédure d'introduction de la demande et les conditions d'octroi, de suspension et de retrait de l'autorisation visée à l'article 5, sont celles prévues au chapitre II de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux.

**Art. 7. § 1er.** Les huiles usagées qui sont utilisées comme combustible dans des installations autres que celles agréées en vertu du chapitre V doivent satisfaire aux conditions figurant à l'annexe I.

Sur avis conforme du fonctionnaire technique, l'autorité compétente pour octroyer l'autorisation, peut déroger aux valeurs limites mentionnées dans cette annexe.

§ 2. L'exploitant d'une installation visée au § 1er doit :

1° prévoir les dispositifs adéquats pour le prélèvement d'échantillons représentatifs;

2° éliminer les déchets de combustion dans les entreprises agréées conformément à la législation en matière de déchets.

3° éliminer les effluents résultant de la combustion conformément à la législation en vigueur sur la pollution atmosphérique.

§ 3. Lorsque la combustion des huiles a lieu dans une installation visée au § 1er ayant une capacité thermique de combustion égale ou supérieure à 3 mégawatts mesurée par le pouvoir calorifique, inférieur du combustible, les émissions ne peuvent dépasser les valeurs limites figurant à l'annexe II.

Les valeurs d'émission en SO<sub>2</sub> et en poussières sont fixées dans l'acte d'autorisation.

§ 4. Lorsque la combustion des huiles a lieu dans une installation visée au § 1er ayant une capacité thermique de combustion inférieure à 3 mégawatts basée sur la valeur inférieure du pouvoir calorifique, les valeurs limites à l'émission pour les poussières et les polluants Cd, Ni, Cr, Cu, V, Pb, Cl, F, SO<sub>2</sub> sont fixées dans l'acte d'autorisation.

§ 5. La régénération des huiles usagées contenant des PCB ne peut être autorisée qu'à condition que le procédé de régénération permette, soit de détruire les PCB, soit de les réduire de telle sorte que les huiles régénérées ne contiennent pas plus de 10 mg/kg de PCB.

L'autorisation visée à l'article 5 ne peut être accordée que si les mesures techniques sont prises pour assurer que toute huile usagée contenant des PCB soit éliminée ou valorisée sans qu'il en résulte de préjudice évitable pour l'homme et l'environnement.

CHAPITRE III. — *De l'agrément des collecteurs et des transporteurs d'huiles usagées*

**Art. 8.** La collecte et le transport d'huiles usagées en provenance de tiers sont soumis à agrément préalable. L'agrément est accordé pour une durée illimitée.

**Art. 9.** La procédure d'introduction de la demande et les conditions d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément en qualité de collecteur et de transporteur d'huiles usagées, sont celles prévues au chapitre III de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux.

**Art. 10. § 1er.** Pour être agréé comme collecteur d'huiles usagées, le demandeur doit, en outre :

1° s'engager à collecter dans les délais les plus brefs, les huiles usagées dont la quantité dépasse deux cents litres;

2° prouver qu'il dispose des moyens techniques ou financiers suffisants pour garantir la collecte et éventuellement le transport des huiles usagées conformément à la réglementation en vigueur;

3° s'engager à céder l'intégralité des huiles usagées collectées à une installation agréée et autorisée d'élimination, de valorisation, de regroupement ou de prétraitement d'huiles usagées;

4° prouver qu'il remplit les conditions de la réglementation relative au transport des marchandises dangereuses par route.

§ 2. Pour être agréé comme transporteur d'huiles usagées, le demandeur doit, en outre, prouver qu'il remplit les conditions prévues par la réglementation relative au transport des marchandises dangereuses par route.

CHAPITRE IV. — *De l'agrément des exploitants d'installations de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation des huiles usagées*

**Art. 11.** Le regroupement, le prétraitement, l'élimination ou la valorisation d'huiles usagées en provenance de tiers ne peut être effectué que par les exploitants agréés d'installations de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation.

L'agrément comme exploitant d'une installation d'élimination ou de valorisation vaut agrément comme exploitant d'une installation de prétraitement et de regroupement. L'agrément comme exploitant d'une installation de prétraitement vaut agrément comme exploitant d'une installation de regroupement.

**Art. 12.** La procédure d'introduction de la demande et les conditions d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément, sont celles prévues au chapitre IV de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux.

**Art. 13.** Pour être agréé en qualité d'exploitant d'une installation de régénération d'huiles usagées, le demandeur doit, en outre, s'engager à :

1° adopter, lorsqu'elle n'implique pas de coûts excessifs, une technologie de nature à réduire au maximum les risques pour l'environnement inhérents aux résidus de régénération et à leurs caractéristiques toxiques ou dangereuses;

2° éliminer les résidus de régénération conformément à la législation en matière de déchets toxiques ou dangereux;

3° veiller à ce que les huiles de base issues de la régénération ne contiennent pas plus de 10 mg/kg de PCB.

#### CHAPITRE V. — Des informations relatives à la détention et à la livraison des huiles usagées

##### Section 1er. — Du registre des huiles usagées

**Art. 14.** Toute personne qui produit une quantité annuelle minimale de cinq cents litres d'huiles usagées tient un registre dont le modèle est établi par l'office et doit en permettre, à tout moment, la consultation par l'office.

**Art. 15.** Le registre contient notamment les indications suivantes :

1° En ce qui concerne le producteur :

a) la quantité, la nature et les caractéristiques physiques et chimiques des huiles usagées produites ainsi que le code d'identification éventuellement attribué par la Région wallonne;

b) le processus générateur des huiles et leur lieu de dépôt;

c) la date à laquelle les huiles sont cédées;

d) l'identité du transporteur enregistré;

e) les méthodes et le site d'élimination ou de valorisation des huiles usagées ou l'identité du collecteur agréé auquel celles-ci sont cédées.

2° En ce qui concerne le collecteur :

a) l'identité du producteur des huiles usagées;

b) la nature et la quantité des huiles ainsi que le code d'identification éventuellement attribué par la Région wallonne;

c) la date de prise en charge chez le producteur;

d) l'identification précise du transporteur et du moyen de transport utilisé;

e) la destination des huiles usagées, la date de livraison et la copie du bordereau de prise en charge par le centre de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation d'huiles usagées.

3° En ce qui concerne l'exploitant d'une installation de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation :

a) l'identité du producteur et du collecteur d'huiles usagées;

b) la nature et la quantité des huiles ainsi que le code d'identification éventuellement attribué par la Région wallonne;

c) la date d'entrée dans le centre;

d) l'identité du transporteur;

e) le mode de prétraitement, d'élimination ou de valorisation subi par les huiles.

##### Section 2. — De la déclaration de détention des huiles usagées

**Art. 16. § 1er.** Quiconque détient une quantité minimale de cinq cents litres d'huiles usagées soit parce qu'il les a produites soit parce qu'elles lui ont été remises, est tenu de déclarer à l'office, les données figurant dans le registre visé à l'article 14; le modèle de déclaration est établi par le ministre.

§ 2. En cas de modification de la nature ou de la composition des huiles produites déjà déclarées, la déclaration doit en être faite à l'office.

**Art. 17.** Lorsqu'elle est faite par le producteur des huiles usagées, la déclaration de détention est faite dans les dix premiers jours du deuxième mois de chaque semestre; elle contient les données concernant le semestre écoulé et une estimation pour les deux semestres suivants.

**Art. 18.** Lorsqu'elle est faite par une personne autre que le producteur des huiles usagées, la déclaration de détention est faite tous les trimestres dans les dix jours qui suivent l'expiration du trimestre de référence.

**Art. 19.** Avec l'autorisation du fonctionnaire dirigeant l'office, le détenteur d'huiles usagées peut, pour sa déclaration, utiliser un support d'informations autre que le formulaire prévu à l'article 16, pour autant qu'il comporte les mêmes informations.

##### Section 3. — Du formulaire de transport des huiles usagées

**Art. 20.** Quiconque détient une quantité minimale de cinq cents litres d'huiles usagées est tenu lors de chaque livraison, d'en faire la déclaration à l'office. Le formulaire ainsi que les modalités de la déclaration sont déterminés par le ministre, sur la proposition de l'office.

**Art. 21.** Le formulaire de transport accompagne les huiles usagées jusqu'à l'installation de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation des huiles usagées.

Le détenteur, les divers opérateurs intermédiaires et l'exploitant de l'installation destinataire signent successivement le formulaire au moment où ils prennent en charge les huiles. Ils en conservent chacun un exemplaire signé par l'intervenant suivant; ils tiennent ce document à la disposition de l'office pendant au moins cinq ans.

**Art. 22.** Le fonctionnaire dirigeant l'office peut exiger qu'un rapport d'analyse, dont il définit les modalités et déterminant la nature ainsi que la composition des huiles usagées, soit annexé au formulaire de transport.

**Art. 23.** Le formulaire de transport n'est pas requis lorsque le producteur des huiles usagées procède lui-même sur le site de production, à leur élimination ou à leur valorisation.

**Art. 24.** En vue de l'application de la présente section, le ministre peut prendre toute mesure de nature à permettre l'utilisation des techniques informatiques.

**Art. 25.** Le formulaire fixé à la présente section tient lieu de bordereau de transport agréé visé aux articles 53, 84, et 112 de l'arrêté de l'Exécutif du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées.

## CHAPITRE VI. — Dispositions pénales

**Art. 26.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et réprimées conformément aux dispositions pénales du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets.

**Art. 27.** Celui qui ne respecte pas les conditions d'autorisation ou d'agrément prévues par le présent arrêté est puni des peines visées à l'article 51, § 1er, 4<sup>o</sup> du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets.

## CHAPITRE VII. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

**Art. 28.** L'arrêté royal du 3 octobre 1975 relatif à la prévention de la pollution des eaux de surface par les huiles usagées cesse d'être applicable en Région wallonne pour autant qu'il concerne une matière réglée par le présent arrêté.

**Art. 29.** Dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987 relatif à certaines catégories de déchets, sont abrogés :

- 1<sup>o</sup> les articles 1er, § 2, 2, § 2, 57 à 70 et 75, alinéa 2;
- 2<sup>o</sup> les autres articles, en tant qu'ils visent les huiles usagées.

**Art. 30.** Les autorisations d'exploiter une installation d'élimination d'huiles usagées accordées en vertu de l'article 64 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987 relatif à certaines catégories de déchets continuent de produire leurs effets jusqu'à l'expiration de la durée pour laquelle elles ont été accordées.

**Art. 31.** Tout agrément comme éliminateur d'huiles usagées délivré en vertu de l'article 27, § 1er de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987 relatif à certaines catégories de déchets vaut agrément comme exploitant d'une installation de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation des huiles usagées au sens du présent arrêté.

**Art. 32.** Toute agrégation comme collecteur d'huiles usagées délivrée en vertu de l'article 13, § 1er de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987 vaut agrément comme collecteur d'huiles usagées au sens du présent arrêté.

**Art. 33.** Toute entreprise de transport d'huiles usagées est tenue de se conformer aux dispositions du chapitre III dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 34.** La première déclaration de détention des huiles usagées visée à la section 2 du chapitre V s'effectue dans les six mois à partir de la publication du présent arrêté. Elle contient les données disponibles pour le semestre en cours et une estimation pour les deux semestres suivants.

**Art. 35.** L'examen des dossiers en cours d'instruction est poursuivi conformément à la procédure instaurée par le présent arrêté.

**Art. 36.** Pour l'implantation et l'exploitation des installations visées à l'article 5, les dispositions des chapitres Ier et II du titre Ier du Règlement général pour la Protection du Travail et de l'article 4 de l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques, ne sont plus applicables en ce qui concerne la protection du voisinage et de l'environnement.

**Art. 37.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 38.** Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 9 avril 1992.

Le Président de l'Exécutif,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

## Annexe Ier

Conditions auxquelles doivent répondre les huiles usagées utilisées  
comme combustibles dans des installations non agréées

Paramètres	Méthode de test	Valeur
Point d'inflammation	NBN T. 52-110	Min. 55 °C
Teneur en sédiments	NBN 52-081	Max. 1 % en volume
Teneurs en soufre (+/-)	NBN 52-046	
	NBN T. 52-050	
Halogène total	ASTMD 808	Max. 0,2 % (m/m) en poids
Sulfate total	NBN T. 52-210	Max. 1,8 % (m/m) en poids
Teneur en PCB	/	Max. 10 mg/kg
Solvants organiques	/	Max. 1,0 % (m/m) en poids
Distillant à 150 °C maximum		

(+/-) la teneur en soufre sera déterminée par la législation existante et notamment par l'arrêté royal du 18 novembre 1988 relatif à la dénomination, aux caractéristiques et à la teneur en soufre de combustibles résiduels.

A l'exception de la teneur en sédiments, les valeurs des paramètres appliquées sont déterminées sur l'échantillon sans eau.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées.

Namur, le 9 avril 1992.

Le Président de l'Exécutif,  
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe II

Valeurs limites d'émission pour les installations d'incinération d'huiles usagées  
d'une capacité thermique de combustion égale ou supérieure à 3 mégawatts

Polluant	Valeur limite (1) mg/Nm <sup>3</sup>
Cd	0,5
Ni	1
Cr + Cu + V	1,5
Pb	5
Cl(2)	100
F(3)	5

(1) Ces valeurs limites qui ne peuvent pas être dépassées lorsque les huiles usagées sont brûlées, indiquent, pour les substances mentionnées, la concentration en masse des émissions dans les rejets gazeux, rapportée au volume des rejets gazeux à l'état normal (273K, 1013hPa) après déduction du taux d'humidité en vapeur d'eau et rapportée à une teneur volumétrique en oxygène dans les rejets gazeux de 3 %. La teneur en oxygène sera celle qui correspond à des conditions normales d'exploitation pour le processus en question.

(2) Composés inorganiques gazeux du chlore, exprimés en chlorure d'hydrogène.

(3) Composés inorganiques gazeux du fluor, exprimés en fluorure d'hydrogène.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées.

Namur, le 9 avril 1992.

Le Président de l'Exécutif,  
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 1762

[C — 27262]

9. APRIL 1992 - Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über Altöle

Aufgrund des Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, genehmigt durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957, insbesondere der Artikel 100 und 235;

Aufgrund der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften 75/439/EWG vom 16. Juni 1975 über die Altölbeseitigung, abgeändert durch die Richtlinie 87/101/EWG vom 22. Dezember 1986;

Aufgrund der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, genehmigt durch den Regentenerlaß vom 11. Februar 1946, insbesondere des Titels I;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, abgeändert durch die Dekrete vom 9. April 1987, vom 30. Juni 1988, vom 4. Juli 1991 und vom 25. Juli 1991 und teilweise durch den Entscheid des Schiedshofes vom 5. April 1990 annulliert;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 über gewisse Kategorien von Abfällen, abgeändert durch den Erlaß vom 28. September 1990;

Aufgrund des Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

#### KAPITEL I. — Allgemeines

**Artikel 1.** Für die Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° « Altöle » : alle nicht zur Ernährung bestimmten mineralischen, pflanzlichen, tierischen oder synthetischen Öle oder Emulsionen, die für den Verwendungszweck, für den sie ursprünglich bestimmt waren, ungeeignet geworden sind, einschließlich der Motoren- und Getriebeöle sowie der Schmieröle, Turbinen- und Hydrauliköle;

2° « Sammlung » : das Einsammeln, Sortieren oder Zusammenstellen des Altöls im Hinblick auf seine Beförderung;

3° « Transport » : alle Maßnahmen zum Aufladen, Befördern und Abladen des Altöls;

4° « Zusammenstellung » : provisorische Lagerung der Altöle verschiedener Herkunft auf einem zugelassenen Gelände mit der Möglichkeit, sie zu mischen, sofern diese gemischten Öle miteinander vereinbar sind;

5° « Vorbehandlung » : jede Maßnahme zur Änderung des Aggregatzustands der Altöle, nach der sie noch beseitigt oder verwertet werden müssen;

6° « Beseitigung » : die Behandlung oder Vernichtung von Altölen und deren Lagerung und Ablagerung auf dem Boden oder im Boden;

7° « Verwertung » : jedes Verfahren zur Wiederverwendung der Altöle, d.h. zur Aufbereitung und zur energetischen Verwertung;

8° « Aufbereitung » : jedes Verfahren, bei dem Basisöle durch Raffinerieverfahren von Altölen erzeugt werden und das insbesondere die Trennung der Schadstoffe, der Oxidationsprodukte und der Zusätze in diesen Ölen umfaßt;

9° « energetische Verwertung » : die Benutzung von Altölen als Brennstoff, die eine angemessene Wärmerückgewinnung ermöglicht;

10° « Amt » : das Wallonische Regionale Amt für Abfälle;

11° « Garagisten » : Besitzer von ordnungsgemäß zugelassenen Betrieben, in denen Kraftfahrzeuge mit Verbrennungsmotor verkauft, gewartet oder repariert werden;

12° « PCB » : polychlorierte Biphenyle, polychlorierte Terphenyle oder Gemische, die einen dieser beiden oder beide Stoffe enthalten und die entweder gebraucht oder in nicht mehr benutzten Gegenständen oder Geräten enthalten sind;

13° « Minister » : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

14° « technischer Beamte » : den Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region oder seinen Beauftragten innerhalb des Amtes.

**Art. 2.** Es ist verboten :

1° Altöle an irgendeinen Ort, wo sie schädliche Auswirkungen auf die Umwelt haben können, insbesondere in bzw. auf den Boden, in Oberflächenwasser oder in Grundwasser, in die Kanalisation, in Leitungen oder in Abwassersammler einzuleiten bzw. dort zu lagern;

2° Altöle in einer nichtzugelassenen Anlage zu verbrennen, es sei denn, diese Verbrennung erfolgt gemäß den Bedingungen von Artikel 7 § 1 und in angemessenen Wärmeerzeugungsanlagen;

3° Altölen Wasser oder jeden Fremdstoff, wie z.B. Lösungsmittel, Reinigungsmittel, Detergenzien, Frostschutzmittel, andere Brennstoffe und andere Stoffe, vor oder während der Sammlung bzw. vor oder während der Lagerung hinzuzufügen oder beizumischen;

4° bei der Lagerung und der Sammlung Altöle mit PCB oder mit giftigen oder gefährlichen Abfällen zu mischen;

5° absichtlich synthetische, tierische oder pflanzliche Öle mit Mineralölen zu mischen;

6° vorbehaltlich dessen, was in Artikel 4 vorgesehen ist, sich Altöle zu entledigen, außer indem man sie zugelassenen Sammlern oder zugelassenen Zusammenstellungs-, Vorbehandlungs-, Beseitigungs- oder Verwertungsanlagen übergibt.

**Art. 3. § 1.** Wenn das Altöl einer in einer anderen Region bzw. in einem anderen Land etablierten Person übergeben wird, muß der Besitzer sich vorher vergewissern, daß diese Person ordnungsgemäß zugelassen worden ist, um das Altöl in dieser Region bzw. in diesem Lande zu beseitigen.

Wenn das eingesammelte Öl nicht sofort zu seinem Bestimmungsort gefahren werden kann, kann es zeitweilig in einem Sammelfahrzeug gelagert werden, sofern letzteres an einem Ort geparkt ist, wo auslaufendes Öl in Schranken gehalten werden kann und sofort abgesaugt werden kann, so daß die Umwelt nicht gefährdet wird.

§ 2. Altöle mit einem PCB-Gehalt über 50 mg/kg müssen von Unternehmen gesammelt, zusammengestellt, vorbehandelt und beseitigt werden, die für die Sammlung, die Zusammenstellung, die Vorbehandlung und die Beseitigung von PCB zugelassen sind. Altöle, die durch Verunreinigung giftigen oder gefährlichen Abfällen gleichgestellt werden können, müssen von Unternehmen gesammelt, zusammengestellt, vorbehandelt, beseitigt oder verwertet werden, die dazu zugelassen sind.

§ 3. Eine Genehmigung darf den Unternehmen, die Altöle aufbereiten oder Altöle als Brennstoff verwenden, nur dann erteilt werden, wenn die Behörde, die sie erteilt, festgestellt hat, daß die Betreibung der Anlage keine unvermeidlichen Umweltschäden verursacht und daß alle geeigneten Maßnahmen zum Schutz der Umwelt und der Gesundheit getroffen worden sind, und zwar einschließlich des Einsatzes der besten zur Verfügung stehenden technischen Mittel, soweit die Kosten nicht übermäßig hoch sind.

**Art. 4.** Das Altöl aus dem normalen Haushaltsbetrieb kann Garagisten übergeben werden oder in die Altölcontainer ausgeschüttet werden, die für die getrennte Sammlung zu diesem Zweck vorgesehen sind. Das auf diese Weise eingesammelte Altöl muß vollständig Sammlern oder Betreibern von Anlagen übergeben werden, die für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung oder die Verwertung der Altöle zugelassen sind.

**KAPITEL II. — Genehmigung zur Ansiedlung und zur Betreibung einer Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung oder die Verwertung von Altöl**

**Art. 5.** Die Ansiedlung und die Betreibung einer spezifischen Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung oder die Verwertung von Altöl, die nicht in einen industriellen Produktionsprozeß eingegliedert ist und in der Altöl von Drittpersonen aufbereitet wird, sowie die Erweiterung oder die Änderung der Tätigkeiten oder jeder Umbau der Anlagen, wenn sie die Umwelt gefährden können, unterliegen einer Genehmigung.

Die Genehmigung für eine Beseitigungs- oder Verwertungsanlage hat den Wert einer Genehmigung für eine Vorbehandlungs- und Zusammenstellungsanlage. Die Genehmigung für eine Vorbehandlungsanlage hat den Wert einer Genehmigung für eine Zusammenstellungsanlage.

Eine Genehmigung für die Ansiedlung und die Betreibung einer Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung oder die Verwertung von Altölen, die von Dritten stammen, darf nur dem Betreiber einer Zusammenstellungs-, Vorbehandlungs-, Beseitigungs- oder Verwertungsanlage erteilt werden, der gemäß den Bestimmungen von Kapitel V dazu zugelassen worden ist.

**Art. 6.** Das Verfahren für die Einreichung des Antrags und die Bedingungen für die Erteilung, die zeitweilige Aufhebung und den Entzug der in Artikel 5 erwähnten Genehmigung sind diejenigen, die in Kapitel II des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle vorgesehen sind.

**Art. 7. § 1.** Die Altöle, die in anderen Anlagen als denjenigen, die aufgrund von Kapitel V zugelassen sind, als Brennstoff verwendet werden, müssen den Bedingungen von Anlage I entsprechen.

Nach gleichlautendem Gutachten des technischen Beamten kann die für die Erteilung der Genehmigung zuständige Behörde von den in dieser Anlage erwähnten Grenzwerten abweichen.

§ 2. Der Betreiber einer in § 1 erwähnten Anlage muß :

- 1° geeignete Vorrichtungen zur Entnahme von repräsentativen Proben vorsehen;
- 2° die Rückstände aus der Verbrennung von Altölen in den gemäß den Rechtsvorschriften über Abfälle zugelassenen Unternehmen beseitigen;
- 3° die bei der Verbrennung freigesetzten Stoffe gemäß den geltenden Rechtsvorschriften über die Luftverschmutzung beseitigen.

§ 3. Bei der Verbrennung der Altöle in § 1 erwähnten Anlagen mit einer durch den spezifischen Heizwert des Brennstoffes ermittelten Feuerungswärmeleistung von mindestens 3 Megawatt dürfen die in Anlage II angegebenen Emissionsgrenzwerte nicht überschritten werden.

Die Emissionsgrenzwerte für SO<sub>2</sub> und Staube sind in der Genehmigung festgelegt.

§ 4. Bei der Verbrennung der Altöle in einer der in § 1 erwähnten Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von weniger als 3 Megawatt, bezogen auf den spezifischen Heizwert, sind die Emissionsgrenzwerte für Staube und Schadstoffe Cd, Ni, Cr, Cu, V, Pb, Cl, F, SO<sub>2</sub> in der Genehmigung festgesetzt.

§ 5. Die Aufbereitung von PCB-haltigen Altölen kann nur zugelassen werden, wenn die PCB durch die Verfahren der Aufbereitung entweder zerstört oder so vernichtet werden, daß die aufbereiteten Öle nicht mehr als 10 mg/kg PCB enthalten.

Die in Artikel 5 erwähnte Genehmigung kann nur erteilt werden, wenn die technischen Maßnahmen getroffen werden, um sicherzustellen, daß PCB-haltige Altöle ohne vermeidbare Schäden für Mensch und Umwelt beseitigt oder verwertet werden.

**KAPITEL III. — Zulassung der Sammler und der Transportunternehmer für Altöle**

**Art. 8.** Die Sammlung und der Transport von Altölen, die von Dritten stammen, unterliegen einer vorherigen Zulassung. Die Zulassung wird für eine unbegrenzte Zeit erteilt.

**Art. 9.** Das Verfahren für die Einreichung des Antrags und die Bedingungen für die Erteilung, die zeitweilige Aufhebung und den Entzug der Zulassung als Sammler und Transportunternehmer für Altöle sind diejenigen, die in Kapitel III des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle vorgesehen sind.

**Art. 10. § 1.** Um als Sammler von Altölen zugelassen zu werden, muß der Antragsteller ferner :

- 1° sich verpflichten, die Altöle, deren Menge zweihundert Liter überschreitet, so schnell wie möglich einzusammeln;
- 2° nachweisen, daß er über ausreichende technische oder finanzielle Mittel verfügt, um die Sammlung und gegebenenfalls den Transport der Altöle gemäß der geltenden Regelung zu gewährleisten;
- 3° sich verpflichten, einer für die Beseitigung, die Verwertung, die Zusammenstellung bzw. die Vorbehandlung von Altölen zugelassenen und genehmigten Anlage alle eingesammelten Altöle abzugeben;
- 4° nachweisen, daß er die Bedingungen der Regelung in bezug auf den Transport gefährlicher Güter per Achse erfüllt.

§ 2. Um als Transportunternehmer für Altöle zugelassen zu werden, muß der Antragsteller ferner nachweisen, daß er die Bedingungen der Regelung in bezug auf den Transport gefährlicher Güter per Achse erfüllt.

**KAPITEL IV. — Zulassung der Betreiber von Anlagen für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung oder die Verwertung von Altölen**

**Art. 11.** Die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung oder die Verwertung von Altölen, die von Dritten stammen, darf nur von zugelassenen Betreibern von Zusammenstellungs-, Vorbehandlungs-, Beseitigungs- oder Verwertungsanlagen vorgenommen werden.

Die Zulassung als Betreiber einer Beseitigungs- oder Verwertungsanlage hat den Wert einer Zulassung als Betreiber einer Vorbehandlungs- und Zusammenstellungsanlage. Die Zulassung als Betreiber einer Vorbehandlungsanlage hat den Wert einer Zulassung als Betreiber einer Zusammenstellungsanlage.

**Art. 12.** Das Verfahren für die Einreichung des Antrags und die Bedingungen für die Erteilung, die zeitweilige Aufhebung und den Entzug der Zulassung sind diejenigen, die in Kapitel IV des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle vorgesehen sind.



**Art. 13.** Um als Betreiber einer Aufbereitungsanlage zugelassen zu werden, muß der Antragsteller sich außerdem verpflichten :

1° eine Technologie anzuwenden, die so geartet ist, daß die Gefahren für die Umwelt, die mit den Aufbereitungsrückständen und ihren toxischen und schädlichen Eigenschaften verbunden sind, auf ein Mindestmaß beschränkt werden, und zwar soweit die Kosten nicht übermäßig hoch sind;

2° die Aufbereitungsrückstände gemäß den Rechtsvorschriften über giftige oder gefährliche Abfälle zu beseitigen;

3° dafür zu sorgen, daß die aus der Aufbereitung stammenden Basisöle nicht mehr als 10 mg/kg PCB enthalten.

#### KAPITEL V. — *Auskünfte über den Besitz und die Abgabe der Altöle*

##### *Abschnitt 1. — Nachweisbuch über die Altöle*

**Art. 14.** Jede Person, welche eine jährliche Altölmenge von mindestens fünfhundert Litern erzeugt, führt ein Nachweisbuch, dessen Muster vom Amt bestimmt wird, und muß dem Amt jederzeit erlauben, es einzusehen.

**Art. 15.** Das Nachweisbuch enthält insbesondere folgende Angaben :

1° in bezug auf den Erzeuger :

a) die Menge, die Art und die physikalischen und chemischen Merkmale der erzeugten Altöle sowie den von der Wallonischen Region eventuell zugeteilten Identifizierungscode;

b) das Verfahren, aus dem die Altöle entstehen, und ihren Lagerungsort;

c) das Datum der Abgabe der Altöle;

d) die Identität des registrierten Transportunternehmers;

e) die Methoden und den Ort der Beseitigung bzw. Verwertung der Altöle oder die Identität des zugelassenen Sammlers, dem sie übergeben werden;

2° in bezug auf den Sammler :

a) die Identität des Erzeugers der Altöle;

b) die Art und die Menge der Öle sowie den von der Wallonischen Region eventuell zugeteilten Identifizierungscode;

c) das Datum der Übernahme bei dem Erzeuger;

d) die genaue Identifizierung des Transportunternehmers und des benutzten Transportmittels;

e) die Bestimmung der Altöle, das Datum der Abgabe und die Kopie des Begleitscheins für die Übernahme der Altöle durch die Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung oder die Verwertung von Altölen;

3° in bezug auf den Betreiber einer Zusammenstellungs-, Vorbehandlungs-, Beseitigungs- oder Verwertungsanlage :

a) die Identität des Erzeugers und des Sammlers von Altölen;

b) die Art und die Menge der Öle sowie den von der Wallonischen Region eventuell zugeteilten Identifizierungscode;

c) das Datum des Eingangs in der Anlage;

d) die Identität des Transportunternehmers;

e) das Vorbehandlungs-, Beseitigungs- oder Verwertungsverfahren, dem die Öle unterworfen werden.

##### *Abschnitt 2. — Meldung des Besitzes von Altölen*

**Art. 16. § 1.** Wer mindestens fünfhundert Liter Altöl besitzt, weil er es erzeugt hat oder weil es ihm übergeben worden ist, muß dem Amt die in dem in Artikel 14 erwähnten Nachweisbuch stehenden Angaben mitteilen; das Muster des Meldeformulars wird vom Minister bestimmt.

§ 2. Wenn die Art oder die Zusammensetzung von erzeugten Altölen, welche bereits gemeldet worden sind, sich verändert hat, muß dies dem Amt gemeldet werden.

**Art. 17.** Die vom Erzeuger gemachte Meldung über den Besitz der Altöle erfolgt binnen den zehn ersten Tagen des zweiten Monats eines jeden Quartals; sie enthält die Angaben über das abgelaufene Quartal und eine Schätzung für die zwei folgenden Quartale.

**Art. 18.** Die von einer anderen Person als dem Erzeuger der Altöle gemachte Meldung erfolgt alle Quartale binnen zehn Tagen nach Ablauf des Bezugsquartals.

**Art. 19.** Mit der Genehmigung des leitenden Beamten des Amtes kann der Besitzer von Altöl für seine Meldung einen anderen Datenträger als das in Artikel 16 vorgesehene Formular benutzen, soweit er die gleichen Angaben enthält.

##### *Abschnitt 3. — Formular für den Transport der Altöle*

**Art. 20.** Wer mindestens fünfhundert Liter Altöl besitzt, muß dem Amt jedesmal, wenn er Altöl abgibt, Meldung darüber machen. Das Formular sowie die Modalitäten für die Meldung werden auf Vorschlag des Amtes vom Minister festgelegt.

**Art. 21.** Das Formular für den Transport begleitet die Altöle bis zur Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung bzw. die Verwertung der Altöle.

Der Besitzer, der Betreiber der Anlage, in der die Altöle angenommen werden, und die verschiedenen Beteiligten an den Zwischenstadien unterzeichnen das Formular nacheinander zum Zeitpunkt, wo sie die Öle übernehmen. Jeder behält ein vom nächsten Beteiligten unterzeichnetes Exemplar dieses Formulars; sie halten dem Amt dieses Dokument mindestens fünf Jahre lang zur Verfügung.

**Art. 22.** Der leitende Beamte des Amtes kann verlangen, daß dem Transportformular ein Analysebericht beigelegt wird, dessen Einzelheiten er festlegt und in dem die Art und Zusammensetzung der Altöle bestimmt werden.

**Art. 23.** Das Transportformular ist nicht erforderlich, wenn der Erzeuger der Altöle diese selbst am Anfallort beseitigt bzw. verwertet.

**Art. 24.** Zur Anwendung vorliegenden Abschnitts kann der Minister jede Maßnahme ergreifen, um die Verwendung der Informatik zu ermöglichen.

**Art. 25.** Das in diesem Abschnitt bestimmte Formular ersetzt den in den Artikeln 53, 84 und 112 des Erlasses der Exekutive vom 23. Juli 1987 bezüglich der überwachten Deponien genehmigten Transportschein.

KAPITEL VI. — *Strafrechtliche Bestimmungen*

**Art. 26.** Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden gemäß den strafrechtlichen Bestimmungen des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet.

**Art. 27.** Wer die Genehmigungs- bzw. Zulassungsbedingungen, die im vorliegenden Erlaß vorgesehen sind, nicht einhält, wird mit den in Artikel 51 § 1 Nr. 4 des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle erwähnten Strafen belegt.

KAPITEL VII. — *Aufhebungs-, Übergangs- und Schlußbestimmungen*

**Art. 28.** Der Königliche Erlaß vom 3. Oktober 1975 über die Verhütung der Verschmutzung des Oberflächenwassers durch Altöl kommt in der Wallonischen Region nicht mehr zur Anwendung, sofern er eine Angelegenheit betrifft, die durch vorliegenden Erlaß geregelt wird.

**Art. 29.** Im Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 über gewisse Kategorien von Abfällen werden folgende Artikel aufgehoben :

- 1° die Artikel 1 § 2, 2 § 2, 57 bis 70 und 75 Absatz 2;
- 2° die anderen Artikel in dem Maße, wie sie Altöle betreffen.

**Art. 30.** Die Genehmigungen zur Betreibung einer Anlage für die Beseitigung von Altölen, die aufgrund von Artikel 64 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 über gewisse Kategorien von Abfällen erteilt worden sind, bleiben weiterhin gültig bis zum Ende der Laufzeit, für die sie erteilt worden sind.

**Art. 31.** Jede Zulassung als Entsorger von Altölen, die aufgrund von Artikel 27 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 über gewisse Kategorien von Abfällen erteilt worden ist, hat den Wert einer Zulassung als Betreiber einer Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung bzw. die Verwertung der Altöle im Sinne des vorliegenden Erlasses.

**Art. 32.** Jede Zulassung als Sammler von Altölen, die aufgrund von Artikel 13 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 erteilt worden ist, hat den Wert einer Zulassung als Sammler von Altölen im Sinne des vorliegenden Erlasses.

**Art. 33.** Jedes Transportunternehmen für Altöl muß den Bestimmungen von Kapitel III binnen zwei Jahren nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses nachkommen.

**Art. 34.** Die erste Meldung des Besitzes von Altölen im Sinne von Abschnitt 2 des Kapitels V erfolgt binnen sechs Monaten nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses. Sie enthält die für das laufende Quartal verfügbaren Angaben und eine Schätzung für die zwei folgenden Quartale.

**Art. 35.** Die Prüfung der Akten, die gerade untersucht werden, wird gemäß dem durch vorliegenden Erlaß eingeführten Verfahren fortgesetzt.

**Art. 36.** Für die Ansiedlung und die Betreibung der in Artikel 5 erwähnten Anlagen finden die Bestimmungen der Kapitel I und II von Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung und die Bestimmungen von Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 9. Februar 1976, der die allgemeine Ordnung über die giftigen Abfälle festlegt, keine Anwendung mehr, was den Schutz der Nachbarschaft und der Umwelt betrifft.

**Art. 37.** Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 38.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. April 1992.

Der Vorsitzende der Exekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,  
G. LUTGEN

## Anlage I

Anforderungen, denen die Altöle,  
die in nichtzugelassenen Anlagen als Brennstoff verwendet werden, entsprechen müssen

Parameter	Untersuchungsmethode	Wert
Flammpunkt	NBN T. 52-110	Min. 55 °C
Sedimentgehalt	NBN 52-081	Max. 1 % an Volumen
Schwefelgehalt (+/-)	NBN 52-046	
	NBN T. 52-050	
Gesamthalogen	ASTMD 808	Max. 0,2 % (m/m) an Gewicht
Gesamtsulfat	NBN T. 52.210	Max. 1,8 % (m/m) an Gewicht
PCB-Gehalt	/	Max. 10 mg/kg
Organische Lösungsmittel,	/	Max. 1,0 % (m/m) an Gewicht

Deren Destillation bei höchstens 150 °C erfolgt (+/-) der Schwefelgehalt wird durch die bestehenden Rechtsvorschriften und insbesondere durch den Königlichen Erlaß vom 18. November 1988 über die Bezeichnung, die Merkmale und den Schwefelgehalt von Restbrennstoffen bestimmt.

Mit Ausnahme des Sedimentgehalts werden die angewandten Werte der Parameter nach der Probe ohne Wasser festgesetzt.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle beigelegt zu werden.

Namen, den 9. April 1992.

Der Vorsitzende der Exekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

Anlage II

Emissionsgrenzwerte für Anlagen für die Verbrennung von Altölen  
mit einer Feuerungswärmeleistung von mindestens 3 Megawatt

Schadstoff	Grenzwert (1) mg/Nm <sup>3</sup>
Cd	0,5
Ni	1
Cr + Cu + V	1,5
Pb	5
Cl(2)	100
F(3)	5

(1) Diese Grenzwerte, die bei der Verbrennung von Altölen nicht überschritten werden dürfen, geben die Massenkonzentration der Emissionen an den genannten Stoffen im Abgas an, bezogen auf das Abgasvolumen im Normzustand (273K, 1013hPa) nach Abzug des Feuchtgehaltes an Wasserdampf und bezogen auf einen Volumengehalt an Sauerstoff im Abgas von 3 %. Der Sauerstoffgehalt entspricht demjenigen, der sich bei normalen Betriebsbedingungen in dem betreffenden besonderen Prozeß ergibt.

(2) Gasförmige anorganische Chlorverbindungen, angegeben als Chlorwasserstoff.

(3) Gasförmige anorganische Fluorverbindungen, angegeben als Fluorwasserstoff.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle beigelegt zu werden.

Namen, den 9. April 1992.

Der Vorsitzende der Exekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 92 — 1762

[C — 27262]

9 APRIL 1992. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de afgewerkte olie

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschappen, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 100 en 235;

Gelet op de richtlijn 75/439/EEG van 16 juni 1975 van de Raad van de Europese Economische Gemeenschappen betreffende de verwijdering van afgewerkte olie, gewijzigd bij de richtlijn 87/101/EEG van 22 december 1986;

Gelet op het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, goedgekeurd door het besluit van de Regent van 11 februari 1946, inzonderheid op Titel I;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985 met betrekking tot de afvalstoffen, gewijzigd bij de decreten van 9 april 1987, 30 juni 1988, 4 juli 1991 en 25 juli 1991 en gedeeltelijk vernietigd door het arrest van het Arbitragehof van 5 april 1990;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 betreffende bepaalde categorieën afvalstoffen, gewijzigd bij het besluit van 28 september 1990;

Gelet op het advies van de Afvalcommissie;

Gelet op het advies van de Raad van State;  
Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,

Besluit :

### HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° afgewerkte olie : alle soorten olie of emulsies van olie voor niet-alimentair gebruik, op minerale, plantaardige, dierlijke of synthetische basis, die ongeschikt zijn geworden voor het gebruik waarvoor zij oorspronkelijk waren bestemd, met inbegrip van afgewerkte olie van verbrandingsmotoren en transmissie-systemen, alsmede minerale olie voor machines, turbines en hydraulische systemen;

2° inzameling : de ophaal-, sorterings- of hergroeperingshandelingen van afgewerkte olie met het oog op het vervoer ervan;

3° vervoer : de ladings-, verzendings- en ontladingshandelingen van afgewerkte olie;

4° hergroepering : de voorlopige immobilisatie van afgewerkte olie op een gemachtigde opslagplaats met de mogelijkheid om afgewerkte olie van verschillende herkomsten te vermengen voor zover zij van verenigde aard zijn;

5° voorbehandeling : elke handeling die de wijziging van de fysische staat van de afgewerkte olie tot gevolg heeft en waarna nog een verwijderings- of nuttige toepassingshandeling verricht dient te worden;

6° verwijdering : de behandeling of de vernietiging van afgewerkte olie, alsmede de boven- of ondergrondse opslag en bewaring ervan;

7° nuttige toepassing : elke handeling met het oog op het hergebruik van de afgewerkte olie, dwz. de regeneratie en de energetische nuttige toepassing;

8° regeneratie : elk procédé dat door middel van zuivering van afgewerkte olie, met name door afscheiding van verontreinigingen, oxidatieproducten en additieven, basisolie oplevert;

9° energetische nuttige toepassing : het gebruik van afgewerkte olie als brandstof onder adequate terugwinning van de geproduceerde warmte;

10° « Office » (dienst) : de « Office wallon des Déchets » (Waalse Dienst voor Afvalstoffen);

11° garagehouders : exploitanten van inrichtingen die belast zijn met het kopen, het onderhoud en de herstelling van voertuigen voorzien van een interne verbrandingsmotor;

12° PCB : polychloorbifenylen en polychloorterfenylen of mengsels die PCB of PCT of beide stoffen bevatten en die hetzij gebruikt zijn, hetzij zich in niet meer gebruikte voorwerpen of apparaten bevinden;

13° Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort;

14° technische ambtenaar : de directeur-generaal van de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Algemene Directie Natuurlijke Bronnen) van het Ministerie van het Waalse Gewest of zijn afgevaardigde binnen de « Office ».

**Art. 2.** Het is verboden :

1° afgewerkte olie te deponeren of te laten lopen op om het even welke plaats waar zij milieuverontreiniging kan veroorzaken, met name in of op de bodem, in het oppervlaktewater of in het grondwater, in de riolen, leidingen of collectoren;

2° afgewerkte olie in een niet-erkende installatie te verbranden, tenzij voldaan wordt aan de in artikel 7, 1°, bepaalde voorwaarden en tenzij de verbranding in aangepaste installaties voor warmteopwekking plaatsvindt;

3° voor of tijdens de inzameling of de opslag, aan afgewerkte olie, water of enig andere vreemde stof zoals oplosmiddelen, reinigingsmiddelen, detergenten, antivriesmiddel, andere brandstoffen en andere stoffen toe te voegen of afgewerkte olie met die stoffen te vermengen;

4° bij de opslag of de inzameling, afgewerkte olie met PCB's of met giftige of gevaarlijke afvalstoffen te vermengen;

5° synthetische, dierlijke of plantaardige olie opzettelijk met minerale olie te vermengen;

6° onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 4, zich van afgewerkte olie te ontdoen anders dan door aangifte aan erkende ophalers of vergunde hergroepering-, voorbehandeling-, verwijdering- of nuttige toepassingscentra van afgewerkte olie.

**Art. 3. § 1.** Wanneer afgewerkte olie wordt aangegeven aan een persoon die in een ander gebied of in een ander land is gevestigd, moet de bezitter zich vooraf vergewissen dat die persoon in dat gebied of in dat land behoorlijk gemachtigd is tot het verwijderen van afgewerkte olie.

Indien de opgehaalde afvalolie niet onmiddellijk naar haar bestemmingsplaats vervoerd kan worden, kan ze tijdelijk in het inzamelingsvoertuig opgeslagen worden voor zover dit voertuig geparkeerd staat op een plaats waar oliekkages bedwongen en onmiddellijk teruggewonnen kunnen worden ten einde elke milieuverontreiniging te voorkomen.

§ 2. Afgewerkte olie die meer dan 50 mg/kg PCB's bevat, moet worden opgehaald, hergroepeerd, voorbehandeld en verwijderd door bevoegde bedrijven die gemachtigd zijn tot de ophaal, de hergroepering, de voorbehandeling, de verwijdering of de nuttige toepassing van PCB's.

Afgewerkte olie die ten gevolge van besmetting met giftige of gevaarlijke afvalstoffen kunnen worden gelijkgesteld, dienen te worden opgehaald, hergroepeerd, voorbehandeld, verwijderd of nuttig toegepast door daartoe erkende bedrijven.

§ 3. Een vergunning mag slechts toegestaan worden aan een bedrijf dat afgewerkte olie regeneert of als brandstof gebruikt nadat de bevoegde autoriteit ervoor gezorgd heeft dat de exploitatie van de inrichting geen vermijdbare milieuschade veroorzaakt en dat alle passende maatregelen genomen werden ter bescherming van de gezondheid en het milieu, met inbegrip van het gebruik van de beste beschikbare technologie wanneer zij geen overmatige kosten met zich brengen.

**Art. 4.** Afgewerkte olie die afkomstig is van de normale activiteit van een particulier huishouden kan aangegeven worden hetzij aan een garagehouder, hetzij gedeponerd worden in afvaloliecontainers voorzien voor selectieve inzameling. De aldus opgehaalde afvalolie moet afgegeven worden aan erkende afvalolieophalers of aan erkende exploitanten van installaties voor de hergroepering, de voorbehandeling, de verwijdering of de nuttige toepassing van afgewerkte olie.

**HOOFDSTUK II. — Vergunning tot vestiging en tot exploitatie van een hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of van een nuttige toepassingsinstallatie van afgewerkte olie**

**Art. 5.** Zijn onderworpen aan vergunning de vestiging en de exploitatie van een specifieke installatie voor de hergroepering, voorbehandeling, verwijdering of de nuttige toepassing van afgewerkte olie, die niet deel uitmaakt van een proces van industriële produktie en die afvalolie afkomstig van derden verwerkt, alsmede de uitbreiding of de wijziging van de activiteiten of elke verbouwing van de installaties wanneer zij schade aan het milieu kunnen berokkenen.

De vergunning voor een verwijderings- of een nuttige toepassingsinstallatie geldt als vergunning voor een voorbehandelings- en hergroeperingsinstallatie. De vergunning voor een voorbehandelingsinstallatie geldt als vergunning voor een hergroeperingsinstallatie.

Een vergunning voor de vestiging en de exploitatie van een installatie voor de hergroepering, voorbehandeling, verwijdering of de nuttige toepassing van afgewerkte olie afkomstig van derden mag slechts verleend worden aan een exploitant van een hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of van een nuttige toepassingsinstallatie die daartoe erkend is overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk V.

**Art. 6.** De procedure voor de indiening van de aanvraag en de toekennings-, opschortings- en intrekkingsoverwaarden van de in artikel 5 bedoelde vergunning zijn die bepaald in hoofdstuk II van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige en gevaarlijke afvalstoffen.

**Art. 7. § 1.** Afgewerkte olie gebruikt in andere inrichtingen dan die erkend overeenkomstig hoofdstuk V dient aan de in bijlage I bepaalde bepalingen te voldoen.

Op eensluidend advies van de technisch ambtenaar mag de overheid die bevoegd is om de vergunning te verlenen, van de in die bijlage vermelde grenswaarden afwijken.

§ 2. De exploitant van een in § 1 bedoelde installatie moet :

- 1° passende inrichtingen voorzien met het oog op het nemen van representatieve monsters;
- 2° verbrandingsresten verwijderen in erkende bedrijven overeenkomstig de wetgeving inzake afvalstoffen;
- 3° de afvalstoffen afkomstig van de verbranding verwijderen overeenkomstig de geldende wetgeving inzake luchtverontreiniging.

§ 3. Wanneer de olieverbinding plaatsvindt in een in § 1 bedoelde installatie met een thermisch vermogen van 3 MW of meer, gemeten door de onderste verbrandingswaarde, mogen de emissiewaarden de in bijlage II aangegeven grenswaarden niet worden overschrijden.

De emissiewaarden aan SO<sub>2</sub> en in stof worden vastgesteld in het vergunningsbesluit.

§ 4. Wanneer de olieverbinding in een in § 1 bedoelde installatie met een thermisch vermogen van minder dan 3 MW, gemeten door de onderste verbrandingswaarde, worden de grenswaarden voor de emissie van stof en de volgende verontreinigende stoffen Cd, Ni, Cr, Cu, V, Pb, Cl, F, SO<sub>2</sub>, bepaald in het vergunningsbesluit.

§ 5. De regeneratie van afgewerkte olie die PCB's bevat, kan enkel worden toegelaten indien het regeneratieprocédé de mogelijkheid biedt hetzij om de PCB's te vernietigen, hetzij om de gehalten aan PCB's zodanig te verminderen dat de geregenereerde olie niet meer dan 10 mg/kg PCB's bevat.

De in artikel 5 bedoelde vergunning mag slechts toegekend worden indien technische maatregelen worden genomen die ervoor zorgen moeten dat afgewerkte olie die PCB's bevat, wordt verwijderd zonder vermijdbare schadelijke gevolgen voor mens en milieu.

**HOOFDSTUK III. — Erkennung van de ophalers en vervoerders van afgewerkte olie**

**Art. 8.** De inzameling en het vervoer van afgewerkte olie afkomstig van derden zijn onderworpen aan voorafgaande erkenning. De erkenning wordt toegestaan voor een onbepaalde duur.

**Art. 9.** De procedure voor de indiening van de aanvraag en de toekennings-, opschortings- en intrekkingsoverwaarden van de erkenning als ophaler en vervoerder van afgewerkte olie zijn die bepaald in hoofdstuk III van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige en gevaarlijke afvalstoffen.

**Art. 10.** Om erkend te worden als ophaler van afgewerkte olie, moet de aanvrager :

- 1° zich verbinden de afgewerkte olie, waarvan de hoeveelheid 200 liter overschrijdt, zo spoedig mogelijk op te halen;
- 2° het bewijs leveren dat hij over voldoende technische middelen beschikt om de afvalolie op te halen en te vervoeren overeenkomstig de geldende wetgeving;
- 3° zich verbinden de gehele opgehaalde afvalolie af te geven aan een erkende installatie die gemachtigd is tot de verwijdering, de nuttige toepassing, de hergroepering of de voorbehandeling van afgewerkte olie;
- 4° bewijzen dat hij voldoet aan de voorwaarden van de wetgeving betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg.

§ 2. Om erkend te worden als vervoerder van afgewerkte olie, moet de aanvrager bovendien bewijzen dat hij voldoet aan de voorwaarden van de wetgeving betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg.

**HOOFDSTUK IV. — Erkennung van exploitanten van hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of van een nuttige toepassingsinstallatie van afgewerkte olie**

**Art. 11.** De hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of de nuttige toepassingsinstallaties van afgewerkte olie afkomstig van derden mogen slechts verricht worden door erkende exploitanten van hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of van nuttige toepassingsinstallaties.

De erkenning als exploitant van een hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of van een nuttige toepassingsinstallatie geldt als erkenning als exploitant van een voorbehandelings- en hergroeperingsinstallatie. De erkenning als exploitant van een voorbehandelingsinstallatie geldt als erkenning als exploitant van een hergroeperingsinstallatie.

**Art. 12.** De procedure voor de indiening van de aanvraag en de toekennings-, opschortings- en intrekkingsoverwaarden van de erkenning zijn die bepaald in hoofdstuk IV van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige en gevaarlijke afvalstoffen.

**Art. 13.** Om erkend te worden als exploitant van een regeneratieinstallatie van afgewerkte olie, moet de aanvrager zich verbinden :

- 1° een technologie aan te wenden die, indien zij geen overmatige kosten met zich meebrengt, in staat is om de risico's voor het leefmilieu inherent aan de regeneratieresten en aan hun giftige of gevaarlijke kenmerken tot een maximum te herleiden;
- 2° regeneratieresten overeenkomstig de wetgeving inzake giftige of gevaarlijke afvalstoffen te verwijderen;
- 3° ervoor te zorgen dat de uit de regeneratie voortkomende basisolie niet meer dan 10 mg/kg PCB's bevat.

HOOFDSTUK V. — *Inlichtingen betreffende het bezit en de levering van afgewerkte olie**Afdeling 1. — Afvalolieregister*

**Art. 14.** Elke persoon die jaarlijks minimum 500 liter afgewerkte olie voortbrengt, moet een register aanleggen waarvan het model door de « Office » wordt vastgesteld en dat op elk ogenblik door die « Office » kan geraadpleegd worden.

**Art. 15.** Het register bevat inzonderheid de volgende gegevens :

1° wat de producent betreft :

a) de hoeveelheid, de aard en de fysische en chemische kenmerken van de geproduceerde afgewerkte olie, alsmede het door het Waalse Gewest eventueel toegekende identificatienummer;

b) het voortbrengingsprocédé van de olie en de plaats waarop zij gedeponeerd wordt;

c) de aangiftdatum van deze olie;

d) de identiteit van de geregistreerde vervoerder;

e) de verwijderings- en nuttige toepassingsmethodes en -plaats van de afvalolie of de identiteit van de erkende ophaler aan wie zij afgegeven wordt.

2° wat de ophaler betreft :

a) de identiteit van de producent van de afvalolie;

b) de aard van de afvalolie en de hoeveelheid ervan, alsmede het door het Waalse Gewest eventueel toegekende identificatienummer;

c) de datum van de inontvangstneming bij de producent;

d) de nauwkeurige identificatie van de vervoerder en van het gebruikte vervoermiddel;

e) de bestemming van de afgewerkte olie, de opleveringsdatum en een afschrift van het borderel van inontvangstneming door het hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of het nuttige toepassingscentrum van afgewerkte olie.

3° Wat de exploitant van een hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of de nuttige toepassingsinstallatie betreft :

a) de identiteit van de producent en van de ophaler van de afgewerkte olie;

b) de aard van de afvalolie en de hoeveelheid verkregen afvalolie, alsmede het door het Waalse Gewest eventueel toegekende identificatienummer;

c) de aankomstdatum van de afvalolie in het centrum;

d) de identiteit van de vervoerder;

e) de voorbehandelings-, verwijderings- of de nuttige toepassingsmethode waaraan deze olie werd onderworpen.

*Afdeling 2. — Aangifte van bezit van afgewerkte olie*

**Art. 16. § 1.** Iedereen die een minimale hoeveelheid van 500 liter afgewerkte olie in bezit heeft, hetzij omdat hij deze hoeveelheid afvalolie heeft voortgebracht, hetzij omdat zij hem werd afgegeven, wordt ertoe gehouden de in het in artikel 14 bedoelde register opgenomen gegevens aan de « Office » mede te delen; het aangiftemodel wordt opgemaakt door de Minister.

§ 2. Ingeval zich wijzigingen voordoen in de aard of in de samenstelling van de geproduceerde olie die reeds verklaard werd, dienen die wijzigingen aan de « Office » te worden medegedeeld.

**Art. 17.** De door de afvalolieproducent opgestelde aangifte van bezit moet ingediend worden binnen de tien eerste dagen van de tweede maand van elk kwartaal; deze aangifte bevat gegevens betreffende het afgelopen kwartaal en een raming voor de twee volgende kwartalen.

**Art. 18.** De door een andere persoon dan de afvalolieproducent opgestelde aangifte van bezit moet ingediend worden elk kwartaal binnen tien dagen na het vervallen van het referentiekwartaal.

Met toestemming van de ambtenaar die de « Office » leidt en voor zover hij dezelfde gegevens bevat, kan de bezitter van afgewerkte olie een andere gegevensdrager voor zijn aangifte gebruiken dan het in artikel 16 bedoelde formulier.

*Afdeling 3. — Vervoerformulier van de afgewerkte olie*

**Art. 20.** Iedereen die een minimale hoeveelheid van 500 liter afgewerkte olie in bezit heeft, wordt ertoe gehouden bij elke afgifte van afvalolie een aangifte daarover bij de « Office » in te dienen. Het formulier, alsmede de modaliteiten van de aangifte zijn bepaald door de Minister op voorstel van de « Office ».

**Art. 21.** Het vervoerformulier begeleidt de afvalolie tot de hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of valorisatieinstallatie van afgewerkte olie.

De bezitter, de verschillende tussenoperateurs en de exploitant van de installatie die de afvalolie in ontvangst neemt, moeten achtereenvolgens het formulier ondertekenen op het ogenblik waarop zij de afvalolie in ontvangst nemen. Zij bewaren ieder een exemplaar ervan die door de volgende interveniënt wordt ondertekend; zij houden dat document gedurende een termijn van minimum vijf jaar ter beschikking van de « Office ».

**Art. 22.** De ambtenaar die de « Office » leidt, kan opleggen dat een analyseverslag waarvan hij de modaliteiten bepaalt, bij het vervoerformulier gevoegd wordt ter verduidelijking van de aard en samenstelling van de afgewerkte olie.

**Art. 23.** Het vervoerformulier is niet vereist wanneer de afvalolieproducent zelf tot de verwijdering of de valorisatie ervan op de productieplaats overgaat.

**Art. 24.** Met het oog op de toepassing van die afdeling kan de Minister maatregelen treffen ten einde het gebruik van de informatica mogelijk te maken.

**Art. 25.** Het in deze afdeling bedoelde formulier vervangt het in de artikelen 53, 84 en 112 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 betreffende de gecontroleerde stortplaatsen bedoelde erkende vervoerborderel.

HOOFDSTUK VI. — *Strafbepalingen*

**Art. 26.** Overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft overeenkomstig de strafbepalingen van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen.

Degene die de in dit decreet voorziene vergunnings- of erkenningsvoorwaarden niet naleeft, wordt bestraft met de in artikel 51, 1, van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen bedoelde straffen.

**Art. 27.** Iedereen die de door dit besluit voorziene vergunnings- of erkenningsvoorwaarden niet naleeft, wordt bestraft met de in artikel 51, 1, 4°, van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen bedoelde straffen.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 28.** Het koninklijk besluit van 3 oktober 1975 betreffende de voorkoming van de oppervlaktewaterverontreiniging door afgewerkte olie is niet meer van toepassing in het Waalse Gewest voor zover het een door dit besluit geregelde materie betreft.

**Art. 29.** In het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 betreffende bepaalde categorieën afvalstoffen, zijn opgeheven :

1° de artikelen 1, § 2, 2, § 2, 57 tot 75, alinea 2;

2° de andere artikelen voor zover zij afgewerkte olie betreft.

**Art. 30.** De krachtens artikel 64 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 betreffende bepaalde categorieën afvalstoffen toegekende vergunningen om een verwijderingsinstallatie van afvalolie te exploiteren, blijven van toepassing tot het vervallen van de termijn waarvoor zij toegekend werden.

**Art. 31.** Elke erkenning als verwijderaar van afvalolie die werd toegekend krachtens artikel 27, § 1, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 betreffende bepaalde categorieën afvalstoffen, geldt in de zin van dit besluit, als erkenning als exploitant een hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of valorisatieinstallatie van afvalolie.

**Art. 32.** Elke erkenning als ophaler van afvalolie die krachtens artikel 13, § 1, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 betreffende bepaalde categorieën afvalstoffen, geldt in de zin van dit besluit, als erkenning als ophaler van afvalolie.

**Art. 33.** Elk vervoerbedrijf van afvalolie wordt ertoe gehouden zich aan de bepalingen van hoofdstuk III aan te passen binnen een termijn van twee jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 34.** De eerste aangifte van bezit van afgewerkte olie bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk V wordt ingediend binnen zes maanden met ingang van de bekendmaking van dit besluit. Zij bevat de beschikbare gegevens voor het lopende kwartaal en een raming voor de twee volgende kwartalen.

**Art. 35.** Het onderzoek van de dossiers tijdens de behandeling geschiedt overeenkomstig de door dit besluit ingestelde procedure.

**Art. 36.** Voor de vestiging en de exploitatie van de in artikel 5 bedoelde installaties zijn de bepalingen van de hoofdstukken I en II van Titel I van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming en van artikel 4 van het koninklijk besluit van 9 februari 1976 houdende algemene regeling op de giftige afvalstoffen, niet meer van toepassing wat de bescherming van de omgeving en van het leefmilieu betreft.

**Art. 37.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 38.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 april 1992.

De Voorzitter van de Executieve,  
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

## Bijlage I

Voorwaarden waaraan afgewerkte olie die als brandstof in niet-erkende installaties wordt gebruikt, moet voldoen

Parameters	Testmethode	Waarde
Vlampunt	NBN T 52-110	Min. 55 °C
Sedimentgehalte	NBN 52-081	Max. 1 % in volume
Zwavelgehalte (+/-)	NBN 52-046	
	NBN T 52-050	
Totaal halogeen	ASTMD 808	Max 0,2 % (m/m) in gewicht
Totaal sulfaat	NBN T 52-210	Max 1,8 % (m/m) in gewicht
PCB-gehalte	/	Max 10 mg/kg
Organische solventen die max. op 150 °C afdruppelen.	/	Max 1,0 % (m/m) in gewicht

(+/-) Zwavelgehalte zal bepaald worden door de bestaande wetgeving en inzonderheid door het koninklijk besluit van 18 november 1988 betreffende de benaming, kenmerken en zwavelgehalte van de residuele brandstoffen.

Met uitsluiting van de sedimentgehalte zijn de toegepaste waarden van de parameters bepaald op basis van een monster zonder water.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte olie gevoegd te worden.

Namen, 9 april 1992.

De Voorzitter van de Executieve,  
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,  
G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

Bijlage II

Emissiegrenswaarden voor bepaalde bij de verbranding van afgewerkte olie  
geloosde stoffen bij installaties met een thermisch vermogen van 3 MW of meer

Verontreinigende stof	Grenswaarde (1) (mg/Nm <sup>3</sup> )
Cd	0,5
Ni	1
Cr + Cu + V	1,5
Pb	5
Cl (2)	100
F (3)	5

(1) Deze grenswaarden die niet mogen worden overschreden wanneer afgewerkte olie wordt verbrand, geven de massaconcentratie aan van de emissies van de genoemde stoffen in het uitlaatgas, herleid tot het volume van het uitlaatgas in genormaliseerde omstandigheden (273K, 1013hPa) na aftrek van het vochtgehalte aan waterdamp en van een zuurstofgehalte in het uitlaatgas van 3 volumeprocent. Het zuurstofgehalte is dat wat overeenkomt met de normale bedrijfsomstandigheden in het betrokken proces.

(2) Gasvormige anorganische chloorverbindingen, uitgedrukt in waterstofchloride.

(3) Gasvormige anorganische fluorverbindingen, uitgedrukt in waterstoffluoride

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte olie gevoegd te worden.

Namen, 9 april 1992.

De Voorzitter van de Executieve,  
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,  
G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRÊTÉS

### DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

#### Bevorderingen

Bij koninklijk besluit van 25 november 1991, dat uitwerking heeft met ingang van 1 augustus 1991, wordt de heer Erauw, Etienne D.L., eerstaanwezend commissaris eerste klasse (inspecteur-generaal in overtal) bij het Bestuur van het Hoog Comité van toezicht, bevorderd door verhoging in graad, tot administrateur bij hetzelfde bestuur (Nederlands taalkader).

Bij koninklijk besluit van 25 november 1991, dat uitwerking heeft met ingang van 1 augustus 1991, wordt de heer Vandeneede, Paul F.G.M., eerstaanwezend commissaris eerste klasse bij het Bestuur van het Hoog Comité van toezicht, bevorderd door verhoging in graad, tot hoofdcommissaris bij hetzelfde bestuur (Nederlands taalkader).

### SERVICES DU PREMIER MINISTRE

#### Promotions

Par arrêté royal du 25 novembre 1991, qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> août 1991, M. Erauw, Etienne D.L., commissaire principal de première classe (inspecteur général en surnombre) à l'Administration du Comité supérieur de contrôle, est promu, par avancement de grade, administrateur à la même administration (cadre linguistique néerlandais).

Par arrêté royal du 25 novembre 1991, qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> août 1991, M. Vandeneede, Paul F.G.M., commissaire principal de première classe à l'Administration du Comité supérieur de contrôle, est promu, par avancement de grade, commissaire en chef à la même administration (cadre linguistique néerlandais).